



Revue de presse



Mercredi 19 Juin 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finances : proposition de classification de la fonction de trésorier communal et de trésorier d'EPS comme fonction supérieure de l'Etat



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué, jeudi à Alger, que son département proposera un projet de texte prévoyant la classification de la fonction de trésorier communal et de trésorier d'Établissement public de santé (EPS) comme fonction supérieure de l'État.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Assurances : élaborer des règles de bonne gouvernance dans le cadre de la nouvelle loi

Le secteur des assurances, qui sera doté prochainement d'un nouveau cadre juridique, actuellement en cours d'enrichissement, doit être régi par des règles de bonne gouvernance tout en renforçant l'autorité de contrôle du marché, soulignent des experts en assurances, qui mettent en garde contre certaines pratiques pouvant porter préjudice aux assureurs eux-mêmes et au Trésor public.

Ces spécialistes ont également relevé l'importance de la récente décision du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, de reporter l'examen du projet de loi sur les assurances, pour tenir compte des expériences récentes dans ce domaine afin d'arriver à un texte qui soit aux normes internationales et conforme aux meilleures pratiques en matière de réglementation.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

FGAR: plus de 4.000 projets accompagnés pour un montant de 532 mds de dinars

Le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) a accompagné, jusqu'au 1er juin dernier, plus de 4.000 entreprises pour un montant global estimé à 532 milliards de dinars, a appris l'APS auprès de cette institution financière.

Le dernier bilan du FGAR a montré que, depuis le début de son activité en 2004 jusqu'au 1er juin courant, il a accompagné 4.008 entreprises ayant bénéficié de crédits bancaires d'un montant de 339 milliards de dinars, avec des garanties financières dépassant 147 milliards de dinars, permettant à l'ensemble de ces projets de créer 111.797 emplois.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Afrique : la croissance économique moyenne devrait atteindre 3,8% en 2024

La croissance économique moyenne de l'ensemble des pays africains devrait atteindre 3,8% en 2024, soit légèrement supérieure à la croissance mondiale attendue de 3,2%, selon les prévisions de la banque panafricaine d'import-export, Afreximbank.

Dans ses deux dernières publications intitulées "Rapport 2024 sur le commerce africain" et "Rapport 2024 sur les perspectives économiques et commerciales en Afrique", lancées lors des Assemblées annuelles d'Afreximbank (AAM) 2024 à Nassau (Bahamas), dont un résumé a été publié sur son site-web, la banque prévoit que la croissance du continent atteint 3,8% en 2024 avant de se hisser à 4% en 2025.



Proposition de classification de la fonction de trésorier communal et de trésorier d'Etablissement public de santé comme fonction supérieure de l'Etat



Une proposition de classification de la fonction de trésorier communal et de trésorier d'Etablissement public de santé (EPS) comme fonction supérieure de l'Etat sera faite par le ministère des Finances.



Nécessité d'élaborer des règles de gouvernance dans le secteur des assurances

Le secteur des assurances, qui sera doté prochainement d'un nouveau cadre juridique, actuellement en cours d'enrichissement, doit être régi par des règles de bonne gouvernance tout en renforçant l'autorité de contrôle du marché, soulignent des experts en assurances, qui mettent en garde contre certaines pratiques pouvant porter préjudice aux assureurs eux-mêmes et au Trésor public.



Facilitations douanières spéciales pour les voyageurs durant la saison estivale

Facilitations douanières spéciales pour les voyageurs durant la saison estivale 2024, au niveau des postes-frontières terrestres, maritimes et aériens.

Ces facilitations, qui s'inscrivent dans le cadre du Plan d'action national tracé par les pouvoirs publics pour la saison estivale 2024, « visent à assurer les meilleures conditions d'accueil des voyageurs au niveau des postes-frontières, notamment les Algériens établis à l'étranger qui choisissent de passer leurs vacances d'été dans le pays », a annoncé, jeudi, la Direction générale des Douanes (DGD) dans un communiqué.

Priorité aux familles, aux malades, aux personnes âgées, aux personnes aux besoins spécifiques et aux bénéficiaires du circuit vert

Finances : Proposition de classification de la fonction de trésorier communal et de trésorier d'EPS comme fonction supérieure de l'Etat



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué, jeudi à Alger, que son département proposera un projet de texte prévoyant la classification de la fonction de trésorier communal et de trésorier d'Etablissement public de santé (EPS) comme fonction supérieure de l'Etat.

M. Faïd intervenait lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, présidée par le vice-président de l'institution, Bouchikhi Cheikh, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Assurances : Un nouveau cadre pour assainir le secteur

Le secteur des assurances sera prochainement doté d'un nouveau cadre juridique, soumis actuellement à l'enrichissement, sur instruction du chef de l'État, M. Abdelmadjid Tebboune.

Les spécialistes relèvent l'importance de la récente décision du Président Tebboune, de reporter l'examen du projet de loi sur les assurances, pour tenir compte des expériences récentes dans ce domaine.

Afrique : la croissance économique moyenne devrait atteindre 3,8% en 2024

La croissance économique moyenne de l'ensemble des pays africains devrait atteindre 3,8% en 2024, soit légèrement supérieure à la croissance mondiale attendue de 3,2%, selon les prévisions de la banque panafricaine d'import-export, Afreximbank.

Dans ses deux dernières publications intitulées "Rapport 2024 sur le commerce africain" et "Rapport 2024 sur les perspectives économiques et commerciales en Afrique", lancées lors des Assemblées annuelles d'Afreximbank (AAM) 2024 à Nassau (Bahamas), dont un résumé a été publié sur son site-web, la banque prévoit que la croissance du continent atteint 3,8% en 2024 avant de se hisser à 4% en 2025.

Suppressions d'emplois liées à l'Intelligence artificielle (IA) : Le FMI appelle à davantage de protection sociale

Des mesures fiscales de protection sociale ont un "rôle majeur à jouer" pour contrebalancer les risques posés par l'IA (Intelligence artificielle), et notamment une hausse des inégalités, a estimé le Fonds monétaire international (FMI) lundi. Sans régulation, l'intelligence artificielle générative, popularisée par ChatGPT et d'autres outils similaires, pourrait provoquer des suppressions d'emplois chez les professions diplômées, estime le FMI dans une note.

Pour faire face à cela, les gouvernements devraient envisager de mettre en place de nouvelles recettes pour financer un filet de protection sociale destiné à ceux qui perdent leur emploi, recommandent les auteurs.

"La politique fiscale a un rôle majeur à jouer pour soutenir une répartition plus équitable des gains et des opportunités liés à l'intelligence artificielle générative", relève la note. "Mais cela demande d'importantes modifications des systèmes fiscaux et de protection sociale à travers la planète", ajoute-t-elle.



[Le Gouverneur de la BA a représenté l'Algérie à la 31e AG de l'Afreximbank](#)

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), M. Salah-Eddine Taleb, a représenté l'Algérie aux travaux de la 31ème Assemblée Générale Annuelle de la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) et des activités associées ayant coïncidé avec le 3ème Forum Afri-Caraïbe sur le Commerce et l'Investissement (ACTIF), tenus du 12 au 15 juin courant à Nassau, dans le Commonwealth des Bahamas, indique samedi un communiqué de cette institution.

La 31ème Assemblée Générale Annuelle de l'Afreximbank, dont le thème a porté sur la prospérité économique en Afrique, a traité "des enjeux de la transformation économique dans un continent qui à la fois regorge de potentialités et fait face à des crises successives", explique la même source.



[Faïd reçoit la secrétaire exécutive de la CESAO](#)

[L'Algérie, portail sur l'Afrique](#)

Les deux parties ont évoqué la possibilité de «la mise en place d'un programme de coopération».

Forts de résultats plus que probants et d'avancées économiques indiscutables, ces dernières années, l'évolution de l'économie nationale se ressent également sur le front extérieur.

À l'image de la rencontre, ce mercredi, du ministre des Finances, Laâziz Faïd avec la secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO), Rola Dashti, où les deux parties ont évoqué la possibilité de «la mise en place d'un programme de coopération devant permettre de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles et de promouvoir les bonnes pratiques de gestion qui pourraient soutenir le développement économique de notre pays». Il est clair que cette audience renseigne sur l'intérêt que porte cette organisation onusienne à l'appui du développement de ces pays membres, notamment dans le cas de l'Algérie qui a connu un bond inédit en matière de réformes et de restructuration des secteurs stratégiques.

[Le président tebboune chaleureusement accueilli au sommet du G7](#)

[L'Algérie dans la cour des grands](#)

Certains appareils ont tenté le même procédé, mais la magie n'a pas opéré pour leurs présidents.

La participation du président de la République au G7 n'est pas passée inaperçue. Les images produites par les caméras de télévision et les smartphones des délégations participantes ont fait le tour des médias internationaux et de la Toile. On y a vu des signaux qui ne trompent pas. Le président de la République n'a pas fait de la figuration à Bari. Il était l'une des personnalités les plus sollicitées.

Les très nombreuses images et vidéos qui ont largement circulé sur le Net ont montré un Président sûr de lui, avec une parfaite maîtrise de toutes les situations dans lesquelles il s'est trouvé. Il eut manifestement dans ce G7 un véritable «effet Tebboune». Le président de la République s'est distingué par une attitude remarquable qui dégagait respect et admiration.

[Sommet du G7](#)

[Participation remarquable du Président Tebboune](#)

Cette participation a été marquée par une activité intense du président de la République, qui a eu des rencontres et des entretiens avec les dirigeants de grands pays du monde, les chefs d'Etat de pays frères et amis et des responsables d'organisations continentales, régionales et internationales.

La participation remarquable du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, trois jours durant, au Sommet du G7 à Bari (Italie), reflète la place qu'occupe désormais l'Algérie dans la cour des grands à l'échelle mondiale, grâce à la politique diplomatique dont les contours ont été définis par le président de la République dès son élection à la tête du pays, aux principes sur lesquels repose cette politique pour se poser en acteur puissant dans le règlement des crises et aux efforts soutenus en faveur de la paix et de la sécurité internationales.



[Le pétrole monte au-dessus de 85 dollars](#)

[Le baril euphorique!](#)

Celui de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 85,03 dollars. Soit 0,78 dollar de plus que la veille, hier à 15h45.

Après une première séance de la semaine euphorique les cours de l'or noir semblaient vouloir rester sur cette dynamique hier. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 85,03 dollars hier à 15h45. Soit 78 cents de plus que la veille. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), avec échéance en juillet, progressait de son côté de 99 cents à 81,32 dollars.



[Béjaïa](#)

[La BNA dévoile le livret épargne junior](#)

«Moustakbaly» est destiné aux jeunes de moins de 15 ans.

La direction régionale de la Banque nationale d'Algérie (BNA) de Béjaïa a convié un groupe d'élèves de divers établissements scolaires de la ville pour célébrer son 57e anniversaire. La BNA, qui compte 239 agences au niveau national, dont 8 chapeautées par la direction régionale de Béjaïa, a saisi l'occasion pour dévoiler son nouveau produit destiné aux enfants de moins de 15 ans. C'était l'événement phare de la célébration de ce 57e anniversaire.



[Accord d'association Algérie-Union européenne](#)

[Le combat d'arrière-garde de l'UE](#)

Les exportations de l'UE vers l'Algérie sont passées de 22,3 milliards d'euros en 2015 à 14,9 milliards d'euros en 2023.

L'Union européenne est visiblement déçue de la tournure que prennent les échanges commerciaux avec l'Algérie.

Sourde aux appels du gouvernement algérien qui a, à maintes fois, demandé une révision de l'Accord d'association liant les deux parties, en raison du déséquilibre flagrant au profit de l'UE, celle-ci n'a répondu aux réclamations d'Alger qu'à la suite de la guerre en Ukraine et la grave crise énergétique qu'elle a provoquée.



31e Assemblée générale de la Banque africaine de l'import/export

Les enjeux de la transformation économique

L'Algérie est appelée à jouer un rôle central dans le développement de bases solides pour l'investissement et les échanges en Afrique.

Reflétant les effets de la nouvelle dynamique économique et les résultats des actions des grandes réformes, l'Algérie intensifie sa présence et son action pour le développement économique en Afrique. C'est dans ce contexte que le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah-Eddine Taleb, a représenté l'Algérie aux travaux de la 31e Assemblée générale annuelle de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).



Protection de l'économie algérienne : des décisions qui dérangent en Europe

«L'UE a lancé une procédure de règlement des différends contre l'Algérie», a annoncé la commission européenne dans un communiqué repercuté par l'AFP. «L'objectif, est-il précisé, est d'engager un dialogue constructif en vue de lever les restrictions dans plusieurs secteurs allant des produits agricoles aux véhicules automobiles.» Une précision qui ne change rien au sens exact de cette procédure qui n'est ni plus ni moins qu'un arbitrage.

L'UE reproche ainsi à l'Algérie de vouloir ou d'avoir diversifié ses fournisseurs et ses partenaires. Bruxelles dénonce ainsi, est-il mentionné dans le document, en particulier «un système de licences d'importation ayant des effets équivalents à une interdiction d'importation, des subventions conditionnées à l'utilisation de pièces fabriquées localement pour les constructeurs automobiles et un plafond de la participation étrangère dans les entreprises important des biens en Algérie».



Le pétrole reste stable

Malgré une légère baisse enregistrée ce mardi matin à l'ouverture du marché, les prix du pétrole restent stables et dépassent les 84 dollars.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, perdait de 0,20% à 84,08 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, perdait de 0,23% à 79,54 dollars.



D'une valeur de 532 milliards de dinars : Plus de 4000 projets accompagnés par le FGAR

Le nombre des entreprises accompagnées par le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) a été, jusqu'au 1er juin dernier, de plus de 4000 entités pour un montant global estimé à 532 milliards de dinars, a appris l'APS auprès de cette institution financière.

Le dernier bilan du FGAR a montré que, depuis le début de son activité en 2004 jusqu'au 1er juin courant, il a accompagné 4.008 entreprises ayant bénéficié de crédits bancaires d'un montant de 339 milliards de dinars, avec des garanties financières dépassant 147 milliards de dinars, permettant à l'ensemble de ces projets de créer 111.797 emplois.



A titre exceptionnel : Les recettes des impôts ouvertes samedi

La Direction générale des impôts annonce, dans un communiqué, l'ouverture, samedi, des recettes des impôts, à titre exceptionnel.

« La Direction Générale des Impôts porte à la connaissance des contribuables que les recettes des impôts seront ouvertes, à titre exceptionnel, le samedi 15 juin 2024, de 08h30mn jusqu'à 15h00mn, afin de leur faciliter l'accomplissement de leurs obligations déclaratives et de paiements dont l'échéance est fixée au jeudi 20 juin 2024 », indique le communiqué de la direction générale des impôts.



Saison estivale : Les Douanes algériennes se mobilisent

Comme à chaque saison estivale, la Direction générale des Douanes (DGD) a prévu cette année encore, une série de mesures pour faciliter les procédures appliquées aux voyageurs à travers tous les services des Douanes au niveau des gares maritimes, des aéroports et des postes frontaliers, afin de garantir aux passagers et aux membres de la communauté nationale à l'étranger les meilleures conditions d'accueil.

Dans le cadre des préparatifs de la saison estivale 2024, la DGD a pris une série de mesures visant à faciliter les procédures de passage des voyageurs au niveau de tous les services douaniers aux gares maritimes des ports, aux aéroports et aux postes frontaliers, et ce en vue d'assurer les «meilleures conditions» d'accueil des voyageurs en général et de la communauté algérienne à l'étranger en particulier, indique en effet ce jeudi, la Direction générale des Douanes dans un communiqué.

اقتراح تصنيف منصب أمين خزينة البلديات والمؤسسات العمومية للصحة كوظيفة عليا في الدولة



أكد وزير المالية لعزیز فايد، اليوم الخميس بالجزائر العاصمة، أن دائرته الوزارية ستقترح مشروع نص يتضمن مراجعة تصنيف منصب أمين خزينة البلديات والمؤسسات العمومية للصحة كوظيفة عليا في الدولة.

جاء ذلك خلال جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خصصت لطرح الأسئلة الشفوية، ترأسها نائب رئيس المجلس، شيخ بوشیخي، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار.

وأوضح السيد فايد لدى رده على سؤال حول إعادة تصنيف منصب أمين خزينة البلديات والمؤسسات العمومية للصحة، أنه "سوف يتم اقتراح مشروع نص جديد، يتضمن مراجعة تصنيف منصب أمين خزينة البلديات والمؤسسات العمومية للصحة كوظيفة عليا في الدولة في الصنف ب1، وهذا في انتظار إعادة تنظيم المصالح الخارجية للخزينة".

تأمينات: ضرورة إعداد قواعد للحوكمة الرشيدة في سياق القانون الجديد

دعا خبراء في مجال التأمينات إلى تعزيز القطاع, المقبل على قانون جديد هو في طور الإثراء, بقواعد الحوكمة الرشيدة بالموازاة مع تدعيم سلطة مراقبة السوق, منبهين من جانب آخر لتأثير بعض الممارسات التي تضر بشركات التأمين في حد ذاتها وكذا الخزينة العمومية.

كما أبرز هؤلاء الخبراء أهمية القرار الأخير لرئيس الجمهورية, السيد عبد المجيد تبون, القاضي بإرجاء دراسة مشروع قانون التأمينات الجديد, وهذا -حسبهم- للأخذ بعين الاعتبار التجارب الحديثة في هذا الميدان للتوصل إلى نص يكون مطابق للمعايير الدولية ولأحسن الممارسات التشريعية.



نحو مراجعة تصنيف "أمناء خزائن البلديات والمؤسسات العمومية للصحة"

أكد وزير المالية لعزیز فايد، اليوم الخميس بالعاصمة، أنّ مصالحه ستقترح مشروع نص يتضمن مراجعة تصنيف منصب "أمين خزينة البلديات والمؤسسات العمومية للصحة، كوظيفة عليا في الدولة في الصنف ب 1"، وهذا في انتظار إعادة تنظيم المصالح الخارجية للخزينة".

جاء ذلك في جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خصصت لطرح الأسئلة الشفوية، ترأسها نائب رئيس المجلس، شيخ بوشیخي، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار.



نحو تصنيف أمين خزينة كوظيفة عليا في الدولة

أكد وزير المالية لعزیز فايد، اليوم الخميس في العاصمة، أن وزارته ستقترح مشروع نص يتضمن مراجعة تصنيف منصب "أمين خزينة البلديات والمؤسسات العمومية للصحة" كوظيفة عليا في الدولة ضمن الصنف ب 1، ويأتي ذلك في إطار إعادة تنظيم المصالح الخارجية للخزينة.

هذا الإعلان جاء خلال جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خُصصت لطرح الأسئلة الشفوية، برئاسة نائب رئيس المجلس شيخ بوشیخي، وبحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار.



إيداع مشروع النص لدى الوزير الأول.. فايد:

تصنيف أمين خزينة البلديات ومؤسسات الصحة كوظيفة عليا



أكد وزير المالية، لعزیز فايد، أول أمس، أن دائرته الوزارية ستقترح مشروع نص يتضمن مراجعة تصنيف منصب أمين خزينة البلديات والمؤسسات العمومية للصحة كوظيفة عليا في الدولة.

مقترح لإدراج هذه المناصب كوظائف عليا في الدولة

أكد وزير المالية لعزیز فايد، اليوم الخميس بالجزائر العاصمة، أن دائرته الوزارية ستقترح مشروع نص يتضمن مراجعة تصنيف منصب أمين خزينة البلديات والمؤسسات العمومية للصحة كوظيفة عليا في الدولة.

جاء ذلك خلال جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خصصت لطرح الأسئلة الشفوية، ترأسها نائب رئيس المجلس، شيخ بوشیخي، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار.

الحياة DZ

وزير المالية خلال جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني:

اقتراح تصنيف "أمين خزينة البلديات ومؤسسات الصحة" كوظيفة عليا في الدولة

أكد وزير المالية لعزیز فايد، اليوم الخميس بالجزائر العاصمة، أن دائرته الوزارية ستقترح مشروع نص يتضمن مراجعة تصنيف منصب أمين خزينة البلديات والمؤسسات العمومية للصحة كوظيفة عليا في الدولة.

جاء ذلك خلال جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خصصت لطرح الأسئلة الشفوية، ترأسها نائب رئيس المجلس شيخ بوشیخي، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار.

وأوضح فايد لدى رده على سؤال حول إعادة تصنيف منصب أمين خزينة البلديات والمؤسسات العمومية للصحة، أنه "سوف يتم اقتراح مشروع نص جديد، يتضمن مراجعة تصنيف منصب أمين خزينة البلديات والمؤسسات العمومية للصحة كوظيفة عليا في الدولة في الصنف ب 1، وهذا في انتظار إعادة تنظيم المصالح الخارجية للخزينة."

مع التحذير من ممارسات الإضرار بمتعاملي القطاع والخزينة العمومية

خبراء يشددون على مطابقة قانون التأمين الجديد للمعايير الدولية

دعا خبراء في مجال التأمينات إلى تعزيز القطاع، المقبل على قانون جديد هو في طور الإثراء، بقواعد الحوكمة الرشيدة بالموازاة مع تدعيم سلطة مراقبة السوق، منبهين من جانب آخر لتأثير بعض الممارسات التي تضر بشركات التأمين في حد ذاتها وكذا الخزينة العمومية.

كما أبرز هؤلاء الخبراء أهمية القرار الأخير لرئيس الجمهورية، عبد المجيد تيون، القاضي بإجراء دراسة مشروع قانون التأمينات الجديد، وهذا -حسبهم- للأخذ بعين الاعتبار التجارب الحديثة في هذا الميدان للتوصل إلى نص يكون مطابق للمعايير الدولية ولأحسن الممارسات التشريعية.

مرسوم جديد لوزير المالية يشمل أيضا الرقابة الجبائية الدولية

هذه حالات تمديد آجال الضرائب.. و12 شهرا كأقصى حد!

حددت الحكومة في مرسوم وقعه وزير المالية لعزیز فايد، كیفیات تمديد وتعليق الأجل العام للتقادم أثناء عملية الرقابة الجبائية، ويشمل القرار الرقابة الجبائية الدولية كذلك، على أن لا تتجاوز المهلة سنة واحدة كأقصى حد في كل الظروف.

وحسبما ورد في العدد الأخير للجريدة الرسمية، وتطبيقاً لأحكام المادة 39 مكرر من قانون الإجراءات الجبائية، يتم في جميع أشكال الرقابة الجبائية، تمديد الأجل العام للتقادم، ويتم في جميع أشكال الرقابة تمديد الأجل العام للتقادم عند إرسال طلب معلومات إلى سلطة جبائية لدولة أجنبية في إطار المساعدة الإدارية الدولية، ويتم تعليق الأجل العام للتقادم في حال القوة القاهرة المثبتة قانوناً التي تعيق بداية أو سير عمليات الرقابة الجبائية.



إجراءات قانونية جزائرية تُفقد الإتحاد الأوروبي أكثر من 07 مليار أورو

كشفت حسابات رسمية للمفوضية الأوروبية، عن انخفاض كبير في واردات الجزائر السلعية من الإتحاد الأوروبي، حيث بلغت قيمة الواردات القادمة من الاتحاد سنة 2023 مستوى 14,9 مليار يورو، بعد ان كانت في حدود 22,3 مليار يورو سنة 2015.

وفي ظل هذا التغير الايجابي لصالح الجزائر والسلبى تجاه الاتحاد الأوروبي، طلب الأخير اجراء مشاورات مع الجزائر لتسوية هذه القضية وفق منظوره التجاري، نظرا للخسائر المالية الكبيرة التي تكبدها الاتحاد، جراء القيود التي فرضتها الجزائر على وارداته في الأربع سنوات الأخيرة.



تمويل 4008 مؤسسة بـ 532 مليار دج في آخر 20 سنة

كشفت صندوق ضمان القروض للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة، عن تمويل من 4008 مؤسسة بقيمة مالية إجمالية قدرت بـ 532 مليار دج، من 01 جانفي 2004 إلى 01 جوان 2024.

ووفقا لآخر حصيلة لصندوق القروض للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة "FGAR"، فقد عملية التمويل التي قام بها الصندوق في الـ 20 سنة الأخيرة من خلق 111797 منصب عمل.



فتح استثنائي لقباضات الضرائب اليوم

أعلنت المديرية العامة للضرائب عن فتح قباضات الضرائب بصفة استثنائية، السبت من الساعة 08:30 إلى غاية الساعة 15:00.

وقالت المديرية في بيان لها أن القرار جاء من أجل تسهيل قيام المواطنين بالتزاماتهم التصريحية والدفع التي ينقضي تاريخ أجلها يوم الخميس 20 جوان 2024



فتح قباضات الضرائب إستثنائيا يوم السبت

أعلنت المديرية العامة للضرائب، أنه ستكون قباضات الضرائب مفتوحة، بصفة استثنائية، يوم السبت 15 جوان 2024. وحسب بيان لذات الهيئة، ستكون قباضات الضرائب مفتوحة يوم السبت، من الساعة 08.30 إلى غاية الساعة 15.00. ويأتي ذلك، من أجل تسهيل القيام بالالتزامات التصريحية والدفع التي ينقضي تاريخ أجلها يوم الخميس 20 جوان 2024.



الجمارك.. فتح مسابقة توظيف

أعلنت المديرية العامة للجمارك، عن فتح مسابقة للتوظيف على أساس الاختبارات بعنوان سنة 2023. وهذا للالتحاق بالتكوين المتخصص في رتبة ضابط فرق، خاصة بالمترشحين المقيمين بولايات تمنراست، بشار، إيليزي وورقلة. ورتبة عون رقابة.

ولتحميل استمارة التسجيل والإطلاع على الشروط المطلوبة وإجراءات إيداع ملفات الترشح، يمكن للراغبين زيارة الموقع الرسمي للجمارك الجزائرية عبر الروابط الإلكترونية:

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

Un accord à réviser

Finale, il est à croire que personne ne trouve son compte dans l'Accord d'association liant l'Algérie et l'Union européenne. Depuis plus de trois ans, la nécessité de réviser l'Accord est revenue à plusieurs reprises dans les propos des plus hautes autorités du pays. Là, c'est la réglementation algérienne régissant son commerce extérieur qui ne convient pas à l'Union européenne. Est-ce à dire qu'il est venu le temps pour que soit revu le décret Accord d'association Algérie-UE ?

Demier épisode de la remise en question des accords commerciaux liant l'Algérie et l'Union européenne (UE) : Bruxelles a annoncé, vendredi dernier, avoir ouvert une procédure contre l'Algérie à laquelle elle en veut de restreindre depuis 2021 ses exportations et ses investissements et, en conséquence, réclame des consultations avec les autorités du pays. «L'objectif est d'engager un dialogue constructif en vue de lever les restrictions dans plusieurs secteurs allant des produits agricoles aux véhicules automobiles», a précisé la Commission européenne, l'organe exécutif de l'UE. Plus explicite, cette dernière s'élève contre «un système de licences d'importation ayant des effets équivalents à une interdiction d'importation, des subventions conditionnées à l'utilisation de pièces fabriquées localement pour les constructeurs automobiles et un plafond de la participation étrangère dans les entreprises important des biens en Algérie». Après avoir jugé que des efforts ont été «infructueux pour résoudre la question à l'amiable», l'UE a choisi d'ouvrir une procédure afin, explique-t-elle, de préserver les droits des entreprises et exportateurs européens exerçant en Algérie où les mesures édictées par les pouvoirs publics «nuisent également aux consommateurs algériens en raison d'un choix de produits indûment restreint», justifie l'organe exé-

cutf principal de l'Union européenne qui, pour étayer ses propos, se lamente du fait que ces dernières années, la valeur totale des exportations de l'UE vers l'Algérie a régulièrement diminué, passant de 22,3 milliards d'euros en 2015 à 14,9 milliards d'euros en 2023, selon ses chiffres.

Du côté de l'Algérie, depuis quelques années, les préposés à la gestion du commerce extérieur, afin de remettre de l'ordre et d'en finir avec les importations de tout et n'importe quoi, au prix de coûteuses factures, ont adopté, par le biais du ministère du Commerce notamment, une série de dispositions réglementaires notamment pour limiter la saignée dans les réserves de change et pour venir en appui aux producteurs locaux. Des dispositions qui, évidemment, ne sont pas faites pour convenir aux partenaires, notamment ceux issus de l'UE, des opérateurs algériens intervenant dans l'importation, à l'instar des constructeurs automobiles éligibles à l'importation à la condition d'utiliser des pièces fabriquées localement. L'on comprend que l'aspiration de l'Algérie à l'instauration d'un écosystème tout autour de l'industrie automobile, avec l'exigence de taux d'intégration progressifs, n'est pas pour plaire à l'Union européenne, tout autant que l'encouragement de l'investissement dans l'agriculture, un des axes majeurs du



L'accord d'association avec l'UE est entré en vigueur en 2005.

projeté renouveau économique algérien ayant pour objectif ultime de ne plus compter exclusivement sur le pétrole et le gaz. Qui ne se souvient pas de l'appel à l'aide lancé en février 2017 par Christian Estrosi, alors président du Conseil de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), à l'endroit du Premier ministre français afin de faire pression sur le gouvernement algérien pour autoriser l'importation de 20 000 tonnes au minimum de pommes produites dans les Alpes ? Il faut comprendre que l'Accord

d'association Algérie-Union européenne – ce n'est un secret pour personne – n'a jamais recueilli de faveurs en Algérie. Dès le début, patronat, économistes et universitaires de tous bords avaient émis des appréhensions lors des longues et laborieuses négociations ayant mené à la rédaction de l'Accord d'association avec l'Union européenne au début des années 2000 avant leur ratification en avril 2002 puis leur entrée en vigueur en 2005 avec comme objectif la création d'une zone de libre-échange. L'Accord

d'association devait mener à terme les deux parties à ouvrir de manière réciproque leurs marchés, après «une période de transition» de 12 ans accordée à l'Algérie, afin de démanteler de manière progressive ses droits de douane sur des produits industriels et une possibilité d'appliquer une libéralisation sélective concernant les produits agricoles. La population de sceptiques à l'Accord mettait en avant le fait que l'économie algérienne n'avait pas l'étoffe pour rivaliser avec celle des pays de l'UE, l'Algérie n'ayant que son pétrole et son gaz à faire valoir avec, au bout du compte, une balance commerciale largement défavorable.

La Commission européenne a fait état de la diminution, ces dernières années, de la valeur totale des exportations de l'UE vers l'Algérie, passant de 22,3 milliards d'euros en 2015 à 14,9 milliards d'euros en 2023, et jusqu'à l'année dernière, l'Union européenne était le plus grand partenaire de l'Algérie avec 50,6% du commerce international de l'Algérie. L'autre vérité des chiffres est beaucoup plus implacable, parce qu'il faut savoir que le bilan des échanges commerciaux entre les deux parties illustre on ne peut mieux le déséquilibre qui caractérise l'association Algérie-Union européenne. Entre 2005 et 2019, l'Algérie a importé d'Europe pour plus de 300 milliards de dollars de biens, alors que cette dernière, en dehors du pétrole et du gaz, n'a dépensé qu'une quinzaine de milliards de dollars pour ses approvisionnements en Algérie. Dès lors, s'il y a bien une partie qui doit s'estimer lésée par l'application de l'Accord d'Association les liant, ce n'est certainement pas l'Union européenne.

Azedine Maktour

AFRIQUE

La croissance économique devrait atteindre 3,8%

La croissance économique moyenne de l'ensemble des pays africains devrait atteindre 3,8% en 2024, soit légèrement supérieure à la croissance mondiale attendue de 3,2%, selon les prévisions de la banque panafricaine d'import-export, Afreximbank. Dans ses deux dernières publications intitulées «Rapport 2024 sur le commerce africain» et «Rapport 2024 sur les perspectives économiques et commerciales en Afrique», lancées lors des Assemblées annuelles d'Afreximbank (AAM) 2024 à Nassau (Bahamas), dont un résumé a été publié sur son site-web, la banque prévoit que la croissance du continent atteigne 3,8% en 2024 avant de se hisser à 4% en 2025. Selon la même source, citée

par l'APS, les perspectives pour le continent africain en 2024 restent «positives, en dépit de l'environnement économique difficile de 2023». «La plupart des indicateurs macroéconomiques devraient connaître une amélioration en 2024 et 2025. La croissance du continent devrait être supérieure à la moyenne mondiale et, bien que l'inflation soit actuellement élevée, elle devrait diminuer, cette tendance à la baisse se poursuivant en 2025», souligne le rapport. Concernant le secteur commercial, les échanges intra-africains ont augmenté de 3,2% entre 2022 et 2023, selon le rapport. Toutefois, «les défis mondiaux actuels ont sapé la performance du commerce africain qui s'est contracté de

6,3% en 2023, après avoir connu une croissance de 15,9% en 2022», selon l'économiste en chef de l'Afreximbank, Yemi Kale, cité dans le document. L'économiste en chef a fait remarquer que la hausse du commerce intra-africain reflète la résilience de l'économie africaine et l'impact potentiel du marché unique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour le continent «en tant qu'outil de protection» contre les chocs mondiaux. Le représentant de l'Afreximbank a souligné que la ZLECAf offrait «une voie» pour atteindre les objectifs de développement des nations africaines, tout en répondant aux préoccupations liées au changement climatique. **R. E.**

استقبل مسؤولة اللجنة الاقتصادية الأممية.. فايد: الجزائر الجديدة.. رقمنة وشفافية في التسيير المالي

بالتنوع الاقتصادي الذي من شأنه ان يضمن لوحده استثمارية تمويل التنمية». وأشارت في هذا الصدد إلى أن مؤسستها «طورت أدوات ووسائل متعلقة بالنفقات الاجتماعية وميزانيات اهداف التنمية المستدامة، مؤكدة استعداد لجنة الأمم المتحدة الاقتصادية والاجتماعية لغرب آسيا لمشاركة هذه الأدوات مع الجزائر». وأتفق الطرفان على «وضع برنامج تعاون يسمح بالمساهمة في تعزيز القدرات المؤسساتية وترقية الممارسات الحسنة للتسيير التي من شأنها دعم التنمية الاقتصادية لبلدنا»، حسب بيان الوزارة. للتذكير، أنشئت لجنة الأمم المتحدة الاقتصادية والاجتماعية لغرب آسيا سنة 1973، ويقع مقرها في العاصمة اللبنانية بيروت وهي هيئة أممية تضم 21 بلدا عضوا مهمتها الأساسية ترقية التنمية الاقتصادية المستدامة عن طريق تعزيز القدرات المؤسساتية لدولها الأعضاء، يضيف بيان الوزارة، علما أن الجزائر عضو منذ سنة 2020.



ووسائل التسيير المحوسب في هذا المجال من أجل تحسين نوعية مسارات اتخاذ القرار». وأشادت من جهتها داشتي بجهود الجزائر في سبيل تطورها الاقتصادي والاجتماعي وكذلك النتائج المرضية المتحصل عليها في هذا المجال، منكرة ب«التحديات التي تواجهها دول المنطقة لا سيما فيما يتعلق

استقبل وزير المالية لعزیز فايد، الأرياء، الأمانة التنفيذية للجنة الاقتصادية والاجتماعية الأممية لغرب آسيا رولا داشتي، التي كانت مرفوقة بوفد هام من مؤسستها، حسبما افاد بيان للوزارة.

شكل هذا اللقاء، حسب ذات المصدر، فرصة لاستكشاف سبل التعاون الممكنة بين الجزائر واللجنة الاقتصادية والاجتماعية للأمم المتحدة لغرب آسيا، في المجالات التي تخص وزارة المالية.

تمحورت المحادثات - يضيف المصدر ذاته - حول «تحسين تسيير المالية العمومية وأهميتها في التنمية المستدامة واستدامة النمو الاقتصادي، وهي الأهداف التي تقوم على تسيير فعال للموارد العمومية».

وعرض فايد في هذا الاطار، للمسؤولة الأممية، أهم محاور الإصلاحات التي تمت مباشرتها في قطاع المالية، سيما في مجال الميزانية، الرامية الى زيادة الشفافية والفعالية والديمومة في تسيير الموارد».

كما تطرق الوزير إلى «اهمية الرقمنة





وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

YouTube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger